



Compte-rendu du CTL du 28/06/2018

Membres présents pour les organisations syndicales:

Solidaires : 3 présents pour 3 sièges

FO : 4 présents pour 3 sièges

La CGT : 2 présents pour 1 siège.

➤ **Déclaration liminaire:** La CGT a lu la déclaration liminaire, jointe en annexe, qui s'appuyait sur le rapport désastreux de la Cour des Comptes à l'égard de la Dgfp.

Réponse du directeur :

Il a admis le caractère anxiogène du rapport, et le fait que soit évoquée la suppression de 30 000 postes dans notre administration. Ces chiffres semblent hors de proportion pour notre administration.

Il précise que la Dgfp est dans le viseur, mais que beaucoup de pistes sont irréalisables en pratique (le SPF unique en 4 ans en particulier).

Il ajoute qu'il est dans l'attente des décisions du gouvernement.

Il indique que le DG se bat pour avoir le moins de suppressions d'emplois possible, mais que notre administration sera tout de même une très importante contributrice.

Il évoque le travail à distance comme source possible d'économies.

Ordre du jour :

➤ **Transfert de la trésorerie de Dole Ehms au Cdfp de Dole Jouhaux :**

Le thème a déjà été abordé lors du Chs du 15/06/2018, pour rappel vous pouvez en retrouver le compte-rendu à l'adresse suivante : <http://www.dgfp.cgt.fr/39/spip.php?article132>.

Le directeur considère que c'est une amélioration des conditions de vie au travail en faveur des agents de Dole Ehms, et que c'est une opération vertueuse budgétairement.

Il a précisé avoir répondu aux demandes des agents : parking privatisé, réduction de la banque d'accueil...

L'objectif ambitieux étant que les travaux soient terminés avant la campagne d'impôt sur le revenu 2019.

➤ **Analyse de Tbvs et de l'observatoire interne des ministères économiques et financiers**

Le thème était également abordé le 15/06/2018 en Chs.

Les résultats très négatifs pour le Jura ont été rappelés.

Ils confirment ceux de l'année dernière, et le pessimisme des agents pour ce qui est de la stabilité de la DDFIP et la qualité des missions rendues (accueil en particulier).

Les fiches de signalement sont peu nombreuses, et la Direction (comme nous le faisons régulièrement) rappelle la nécessité de s'en saisir dès lors que des atteintes à la dignité des personnes seraient commises.

Les écrêtements diminuent en volume, cependant, certaines personnes continuent de perdre des heures, alors même qu'elles ont été convoquées en direction pour limiter cet état de fait.

Le soutien de l'Edr aux services à fort écrêtement a été apporté dès lors que cela s'est avéré nécessaire.

La relance du plan accueil a été décidée afin de répondre au stress des agents dans le cadre de cette mission.

L'un des rares points positifs dans le département est le rôle des chefs de service, plus apprécié par les agents du Jura que dans d'autres départements. Il leur a par ailleurs été demandé d'organiser des réunions après chaque collège des chefs des services, afin d'informer tous les agents des décisions qui y sont prises.

Nous nous sommes faits confirmer cette décision, la majorité des chefs de service ne s'étant manifestement pas encore saisis de cette obligation.

Un questionnaire a été envoyé aux agents au sujet de la formation professionnelle, afin d'améliorer l'information et l'organisation des agents.

En conclusion, le Directeur a souhaité rappeler la conscience professionnelle des agents du département qui explique selon lui pour partie les mauvais résultats, les agents ayant l'impression de rendre un service public dégradé.

Il a évoqué son souci de transparence, meilleur moyen selon lui d'éviter les spéculations anxiogènes.

Au-delà de tous les plans d'actions, il nous semble évident que la meilleure réponse aux attentes des collègues est de pourvoir les missions nécessaires en agents.

Face à ces tableaux et analyses, nous avons rappelé que ces éléments sont la preuve que nous faisons remonter des éléments concrets lors des différentes instances, et que nous sommes au plus près des attentes des collègues. Si nous en sommes les représentants élus, nous n'en déformons pas la pensée et sommes fidèles à la réalité.

Au sujet de la médecine de prévention, nous avons fait remarquer que la présence réelle est bien inférieure à celle mentionnée dans la fiche d'analyse du TBVS (pour rappel une demi-journée au mois de juin seulement).

Il nous a été répondu que toutes les remontées étaient positives et qu'elle était joignable par téléphone et très réactive. Ses absences ont des motifs divers, mais il est signalé qu'elle participe en plus à des groupes de travail nationaux.

Le Directeur évoque des bruits de rapprochements de DDFIP.

Il ignore leur source, mais évoque des synergies qui pourraient découler de ce procédé (suppression d'un AGFIP, mutualisation des correspondants applicatifs...)

Nous lui avons demandé de confirmer que le Jura n'était pas concerné par cette mutualisation, certains bruits nous étant parvenus.

Il les a démentis.

Nous voilà rassurés... pour l'instant !

➤ **Questions diverses :**

➤ Nous avons demandé ce qu'il advenait du poste d'assistante de délégation de l'action sociale. Il nous a été indiqué qu'il était supprimé, que la personne rejoignait les services à la fin août. Cela se justifie pour la Direction par une particularité locale : les services de délégation de taille équivalente n'ont plus d'assistante depuis longtemps. La charge du service est soutenable avec une seule personne.

➤ **Etat des lieux Sirhius**

Après des gros bugs à l'ouverture, la situation se stabilise progressivement.

Un questionnaire a été envoyé aux agents, un bilan sera prochainement réalisé avec un compte rendu en septembre. L'essentiel des critiques concerne les problèmes d'accessibilité et les limites de connexion qui devraient rentrer dans l'ordre prochainement.

La paye de juillet sera la première réalisée depuis cette application, la RH travaille actuellement dessus.

Nous avons demandé si il y avait à l'heure actuelle des difficultés sur ces premières payes.

Il nous a été répondu que pour l'instant aucun dysfonctionnement n'était à signaler, et que les collègues étaient mobilisés sur la question.

La séance est levée à 11 heures

Les représentants de la CGT Finances Publiques
Valérie FIACRE et Damien BRESSON